PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Préfecture du Nord

# RECUEIL

# DES

# ACTES

# ADMINISTRATIFS

**ANNÉE 2022 – NUMÉRO 190 DU 02 AOÛT 2022**

# TABLE DES MATIÈRES

**SOUS-PREFECTURE DE VALENCIENNES**

Arrêté préfectoral du 1er août 2022 accordant la médaille d'honneur du travail
Promotion du 14 juillet 2022

**SECRETARIAT GENERAL DE LA PREFECTURE DU NORD**
**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE LA CITOYENNETE**

Arrêté préfectoral du 27 juillet 2022 portant classement en catégorie II de l'office de tourisme Coeur d'Ostrevent Tourisme

**Commission Nationale d'Aménagement Commercial**
Séance du 30 juin 2022

1 avis défavorable : projet porté par la société (SNC) « LIDL » à LAMBRES-LEZ-DOUAI (Nord)

1 avis favorable : projet présenté par la SNC « LIDL » à LOMME (Nord)

**CENTRE PENITENTIAIRE DE LOOS-SEQUEDIN**

Arrêté N°DLS 391-2022 du 1er août 2022 portant délégation de signature

Arrêté N°DLS 392-2022 du 1er août 2022 portant délégation de signature en matière disciplinaire (1er surveillant et major)

Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

**Arrêté préfectoral du 1er Août 2022**
**Accordant la médaille d'honneur**
**du travail**

**Promotion**
**du 14 juillet 2022**

**Toute demande relative à cet arrêté doit être adressée par messagerie à l'adresse suivante:**

**Adresse mail : sp-valenciennes-securites@nord.gouv.fr**

**ou par courrier à**

**Sous-préfecture de VALENCIENNES**
**6 avenue des Dentellières**
**CS 40469**
**59322 VALENCIENNES Cedex**

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction de la réglementation
et de la citoyenneté

Bureau de la réglementation générale
et de la circulation routière

**Arrêté préfectoral portant classement en catégorie II de l'office de tourisme Cœur d'Ostrevent Tourisme**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet du Nord

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L.133-1 et suivants, R.133-19 et suivants et D.133-20 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2333-26 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des offices de tourisme ;

Vu la circulaire du 1er février 2017 relative aux effets de la réforme territoriale sur le classement des offices de tourisme dans le contexte du transfert de la compétence en matière de promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant Monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord à compter du 19 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2022 par lequel Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, donne délégation de signature à Madame Amélie PUCCINELLI, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord, délégation publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le numéro 131 spécial du 25 mai 2022 ;

Vu la délibération en date du 25 mai 2022 du conseil de la communauté de communes Cœur d'Ostrevent sollicitant le classement en catégorie II de l'office de tourisme Cœur d'Ostrevent Tourisme, accompagnée du dossier de demande, adressée par le président des offices du tourisme du Nord le 5 juillet 2022 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

**ARRÊTE**

Article 1er : L'office de tourisme Cœur d'Ostrevent Tourisme est classé en catégorie II.

Article 2 : Ce classement est prononcé pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : L'office de tourisme considéré devra signaler son classement par l'affichage d'un panonceau conforme aux modalités fixées par arrêté du ministre en charge du tourisme.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'être contesté dans le cadre :
– d'un recours gracieux devant mes services ;
– d'un recours auprès de Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique / direction générale des entreprises / sous-direction du tourisme (adresse postale : Télédoc 151 - 139 rue de Bercy 75572 Paris Cedex 12 ) ;
– d'un recours contentieux auprès du président du tribunal administratif de Lille (adresse postale : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex).

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont une copie sera adressée à :
- Monsieur le président de la communauté de communes Cœur d'Ostrevent,
- Monsieur le maire de PECQUENCOURT,
- Monsieur le président des offices de tourisme du Nord,
- Monsieur le ministre de l'économie, et des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (direction générale des entreprises / sous-direction du tourisme),
- Madame la directrice générale de Atout France,
- Monsieur le président de la Tangente, agence d'innovation touristique du Nord
- Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord (DDETS),
- Monsieur le sous-préfet de Douai

Fait à Lille, 27 JUIL. 2022

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe

Amélie PUCCINELLI

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

## AVIS

La Commission nationale d'aménagement commercial,

**VU** le code de commerce ;

**VU** la demande de permis de construire n° PC 059 329 21 00027 enregistrée le 28 octobre 2021 à la mairie de la commune de Lambres-lez-Douai ;

**VU** les recours formés par la société « AUCHAN HYPERMARCHE », enregistré le 1er avril 2022, sous le n° P 04130 59 21RT01 ; la société « SUPERMARCHES MATCH », enregistré le 8 avril 2022, sous le n° P 04130 59 21RT02 ; l'association « Union du Commerce et des Artisans douaisiens », enregistré le 8 avril 2022, sous le n° P 04130 59 21RT03 ; la société « FERGIS », enregistré le 8 avril 2022, sous le n° P 04130 59 21RT04 et la société « DGDIS », enregistré le 11 avril 2022, sous le n° P 04130 59 21RT05 ;

et dirigés contre l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement commercial du Nord en date du 21 février 2022, au projet de la société (SNC) « LIDL », portant sur la création, à Lambres-lez-Douai, d'un supermarché à l'enseigne « LIDL » de 1 418,5 m² de surface de vente, par déplacement/extension d'un supermarché existant ;

**VU** l'avis du ministre chargé de l'urbanisme en date du 28 juin 2022 ;

**VU** l'avis du ministre chargé du commerce en date du 15 juin 2022 ;

Après avoir entendu :

M. Jérémy KUMIELAN, secrétaire de la Commission nationale d'aménagement commercial, rapporteur ;

M. Frédéric CHEREAU, maire de la commune de Douai ;

Mme. Sylvie DEBREYNE, présidente de l'Union du Commerce et des Artisans douaisiens ;

Me. Benjamin MARCILLY, avocat ;

Mme. Baptistine KERMEN, juriste ;

Me. Philippe JOURDAN, avocat ;

Me. Stéphanie ENCINAS, avocate ;

M. Bernard GOULOIS, mairie de la commune de Lambres-lez-Douai ;

M. Emmanuel OGIER, directeur immobilier, société (SNC) « LIDL » ;

M. Etienne COULIER, responsable immobilier, société (SNC) « LIDL » ;

Me. David BOZZI, avocat ;

M. Renaud RICHE, commissaire du gouvernement ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 30 juin 2022 ;

**CONSIDERANT** que le projet se situe Route Nationale, à 1,8 km à vol d'oiseau au sud-est du centre-ville de Lambres-lez-Douai (2,5km par la voirie : 27 min à pieds, 6 min en voiture et 10 min en vélo) ; que le terrain d'assiette, anciennement occupé par un concessionnaire automobile, est inclus dans la ZAC dite des « Epis », le long de la route départementale n° 643 : qu'ainsi, le projet se situe dans la périphérie immédiate au sud de la commune de Douai (dont le centre-ville se situe à 3,2 km/9min de temps de trajet) ;

**CONSIDERANT** que le projet prévoit le déplacement d'un magasin existant de 900 m² de surface de vente, sis 10 rue du Maréchal Joffre, à Lambres-lez-Douai ; que le site actuel se trouve à 450 mètres au sud du terrain d'assiette ayant vocation à accueillir le nouvel équipement ; que le foncier accueillant le futur supermarché est à l'heure actuelle en friche, il était auparavant exploité par un concessionnaire automobile ; que le projet prévoit la démolition intégrale des bâtiments existants à l'état de friche pour édifier un nouveau supermarché de 1 418,5 m² de surface de vente ;

**CONSIDERANT** que le devenir du local actuellement exploité par LIDL n'est pas garanti ; qu'en effet, au stade de la CDAC, une société avait fait part de son intérêt afin d'y réaliser une activité de restauration ; que suite à une demande du service instructeur de la CNAC sur une potentielle évolution de cette reprise, le pétitionnaire affirme dorénavant qu'il envisage de vendre le supermarché début juillet à l'enseigne ID STOCK, une enseigne de déstockage ; que toutefois, bien que la société (SNC) « LIDL » a fourni un courrier garantissant au prétendu repreneur la future vente dudit local, aucun document n'est versé au dossier en provenance dudit repreneur (lettre d'intention, etc) : l'ensemble des courriers joints émanant du vendeur ; qu'ainsi, le risque de génération d'une nouvelle friche commerciale suite au départ de l'enseigne « LIDL » ne peut pas être totalement écarté ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire indique expressément dans son dossier de demande que « *la conception [du bâtiment] favorise la compacité des formes urbaines et bénéficie d'une construction architecturale de qualité. Le bâti peut ainsi se développer sur deux niveaux ou plus. Les surfaces des réserves sont réduites et les places de stationnements sont calibrées pour répondre au plus juste à l'activité prévue* » ; qu'il s'avère toutefois que le bâtiment sera entièrement de plain-pied, en R+0 ; que de surcroit, alors que le projet découle d'une démolition intégrale du bâtiment, le pétitionnaire n'a pas opté pour un aménagement du parc de stationnement en infrastructure (sous la surface de vente par exemple) ; qu'ainsi, les critères de compacité et de consommation économe des sols ne sont pas respectés ;

**CONSIDERANT** que des quartiers IRIS de la commune de Douai sont intégrés au sein de la zone de chalandise ; qu'il ressort de l'analyse d'impact que la vacance commerciale y est importante : 27% (7 locaux vacants sur 26 repérés) ; que bien que le pétitionnaire indique que les commerces alimentaires ne sont pas concernés, le renforcement d'un pôle périphérique de Douai (par la création d'un nouveau supermarché) est de tout de même de nature à détourner les chalands de la 1ère couronne de Douai au profit du projet, qui plus est situé en bordure d'un axe structurant du territoire (Douai/Cambrai) et qui profitera des flux pendulaires ;

**CONSIDERANT** que la commune d'Arleux est une « Petite Ville de Demain », elle est située au sud de la zone de chalandise, à 8,3km du projet ; que son centre-ville comporte également des supérettes, et quelques magasins alimentaires de proximité ; qu'aussi, le projet, de par sa position, sera également de nature à détourner les chalands travaillant sur la commune de Douai ;

**CONSIDERANT** qu'un des requérants fait état d'un risque accidentogène aux abords du site ; que le pétitionnaire prévoit en effet de repositionner les accès au terrain d'assiette ; que suite à une demande du service instructeur, le porteur de projet indique n'être en position que d'un avis de principe oral du conseil départemental du Nord quant à la position des futurs accès ; qu'ainsi les garanties nécessaires quant à la sécurité routière et

l'opportunité des nouveaux accès ne sont donc pas avalisées par le gestionnaire du réseau routier ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne prévoit pas l'installation d'un séparateur à hydrocarbure s'agissant de la gestion des eaux pluviales de voirie ; que sans apporter davantage de précision sur les modalités de gestion de ces dernières, il peut être considéré que le projet aura des impacts néfastes en termes de pollution des sols ;

**CONSIDERANT** que le porteur de projet ne prévoit pas l'usage de matériaux issus des filières locales dans la construction du nouveau bâtiment ;

**CONSIDERANT** que comme le relève la DDTM du Nord, « *de par sa localisation à proximité d'un giratoire, le projet aura effectivement un impact visuel important* » ; que Le DOO du SCoT du Grand Douaisis dispose quant aux principes d'aménagement du secteur de « *définir des ambitions de qualité architecturale, urbaine et paysagère garantissant une entrée de ville qualitative* » ; que dès lors, les éléments graphiques joints à la demande font état de la construction d'un équipement commercial dépourvu de qualité architecturale singulière, reprenant les standards stéréotypés et classiques de l'enseigne « LIDL » ; qu'aucun signal, comme le traduisent la banalité des matériaux projetés ou l'absence de modénature avérée, ne permet d'inscrire le projet au sein de l'architecture locale typique du Nord ;

**CONSIDERANT** que le terrain est actuellement pollué suite aux remblais de l'ancienne station-service ; que le pétitionnaire indique que « *les investigations ont été menées et le plan de gestion des déchets est déjà réalisé. Nous avons également une partie amianté dans le bâtiment* » ; que toutefois, le manque de clarté du pétitionnaire et l'absence de documents attestant de ces démarches ne sont pas de nature à envisager positivement la future sécurité des consommateurs ;

**CONSIDERANT** enfin que le pétitionnaire indique mettre en valeur uniquement les productions de 3 partenaires locaux ;

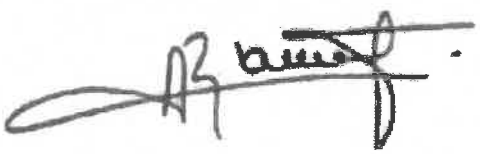
**CONSIDÉRANT** qu'au regard de ce qui précède, ce projet ne répond pas aux critères énoncés à l'article L. 752-6 du code de commerce ;

**EN CONSEQUENCE :**

- admet les recours n° P 04130 59 21RT01, P 04130 59 21RT02 ; P 04130 59 21RT03, P 04130 59 21RT04 et P 04130 59 21RT05 ;
- émet un avis défavorable au projet porté par la société (SNC) « LIDL » à Lambres-lez-Douai (Nord).

**Vote favorable : 0**
**Votes défavorables : 7**
**Abstention : 0**

La Présidente de la Commission
nationale d'aménagement commercial,



Anne BLANC

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

## AVIS

La Commission nationale d'aménagement commercial,

**VU** le code de commerce ;

**VU** la demande de permis de construire n° 0593501900215 enregistrée le 11 juillet 2019 par la mairie de Lille (Nord) ;

**VU** le recours formé le 23 janvier 2020 par la société « SUPERMARCHES MATCH » enregistré sous le numéro 4102T dirigé contre l'avis favorable de la Commission départementale d'aménagement commercial du Nord du 4 novembre 2019 relatif à la demande présentée par la SNC « LIDL » de création d'un supermarché de 1 420 m² de surface de vente à Lomme (Nord) ;

**VU** l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Douai sursoyant à statuer sur le recours formé contre la décision de la Commission nationale de l'aménagement commercial rejetant comme irrecevable le recours susmentionné et invitant à la même Commission à purger, dans un délai de six mois, le vice d'une part, le vice tiré de l'irrégularité de son avis en ce qu'il a prononcé une irrecevabilité ;

**VU** l'avis du ministre chargé de l'urbanisme en date du 28 juin 2022 ;

**VU** l'avis du ministre chargé du commerce en date du 15 juin 2022 ;

Après avoir entendu :

Mme Baptistine KERMEN pour le requérant,

M. Olivier CAREMELLE, adjoint au maire de Lomme,

Me Alexia ROBBES, avocate du porteur de projet,

MM. Etienne COULIER et Emmanuel OGIER, porteurs de projet,

M. Romain TALAMONI, commissaire du Gouvernement ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 30 juin 2022 ;

**CONSIDERANT** que le projet consiste en la création d'un supermarché à l'enseigne « LIDL » d'une surface de vente de 1 420 m² 83, rue de l'Egalité à Lomme (Nord) remplaçant ainsi un supermarché de la même enseigne d'une surface de vente de 774 m² situé dans la même commune, à 1,4 km à l'est du site du projet ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu du principe de l'autorité de la chose jugée, le recours de la société « SUPERMARCHES MATCH » est recevable, les zones de chalandises respectives de deux enseignes en litige devant être regardées comme enchevêtrées et la mise

en œuvre du projet devant être regardée comme susceptible d'avoir une incidence significative sur l'activité du magasin du requérant ;

**CONSIDERANT** que le projet répond aux prescriptions du SCoT de Lille, approuvé le 10 février 2017, relatives aux centralités commerciales de relais, ces dernières, lorsqu'elles sont situées dans la couronne métropolitaine, ce qui est le cas en l'espèce, devant répondre aux besoins courants, principalement hebdomadaires.

**CONSIDERANT** que le taux de vacance commerciale de l'environnement proche est limité, les 3 pôles de proximité considérés dans l'analyse d'impact présentant un taux de 8,3 % dans celui dit « Quai du Commerce » ; de 3,3 % dans celui dit « Englos-les-Géants » et de 9,1 % dans celui dit « Avenue de Dunkerque » ;

**CONSIDERANT** que l'accès à pied et en transports en commun est possible, les arrêts de bus « Marais » et « Egalité » étant à moins de deux minutes de marche du site;

**CONSIDERANT** ainsi que le projet est satisfaisant sur le plan de l'aménagement du territoire, d'autant qu'il autorisera un rééquilibrage de l'offre commerciale, jusqu'ici concentrée à l'est de la commune ;

**CONSIDERANT** que 1 000 m² de panneaux photovoltaïques sont installés sur la toiture, que l'éclairage est à 100 % LED, qu'il est planté 59 arbres de haute tige, que 3 440 m² d'espaces verts sont installés, soit un tiers de la surface foncière du site, que les exigences de la RT 2012 sont dépassés, qu'enfin 124 des 130 places du parc de stationnement sont en pavés drainants ; qu'ainsi les exigences liées au développement durable sont remplies ;

**CONSIDERANT** enfin que le magasin est aéré, les allées présentant une largeur supérieure à 1 mètre 80 ; qu'en outre une des façades est vitrée ; que le projet est donc satisfaisant en matière de protection des consommateurs ;

**CONSIDERANT** qu'ainsi le projet répond aux critères énoncés à l'article L. 752-6 du code de commerce ;

**EN CONSEQUENCE :**

- rejette le recours susvisé ;
- émet un avis favorable au projet présenté par la SNC « LIDL » de création d'un supermarché de 1 420 m² de surface de vente à Lomme (Nord) ;

**Votes favorables : 7 (dont la présidente)**
**Votes défavorables : 1**
**Abstention : 0**

La Présidente de la Commission
nationale d'aménagement commercial,

Anne BLANC

# TABLEAU RECAPITULATIF DES CARACTERISTIQUES DU PROJET JOINT A L'AVIS[1] DE LA CNAC[2] N° 4102T DU 30/06/2022

(articles R. 752-16 / R. 752-38 et R. 752-44 du code de commerce)

## POUR TOUT EQUIPEMENT COMMERCIAL

(*a* à *e* du 3° de l'article R. 752-44-3 du code de commerce)

| | | | |
|---|---|---|---|
| Superficie totale du lieu d'implantation (en m²) | | | 10 537 m² |
| Et références cadastrales du terrain d'assiette (cf. b du 2° du I de l'article art. R 752-6) | | | C 2641<br>C2642<br>C2643<br>C2644<br>C2645<br>C2646<br>C2648<br>C4912<br>C7063<br>C7067<br>C7068<br>C7072<br>C7074<br>C7076<br>C7078<br>C7079<br>C7082<br>C7084<br>C7086<br>C7088<br>C7090<br>C7092<br>C7096<br>C7098<br>C7100<br>C7102 |
| Points d'accès (A) et de sortie (S) du site (cf. *b, c et d du 2° du I de l'article R. 752-6)* | Avant projet | Nombre de A | 0 |
| | | Nombre de S | 0 |
| | | Nombre de A/S | 0 |
| | Après projet | Nombre de A | 0 |
| | | Nombre de S | 0 |
| | | Nombre de A/S | 1 |
| Espaces verts et surfaces perméables (cf. *b du 2° et d du 4° du I de l'article R. 752-6)* | Superficie du terrain consacrée aux espaces verts (en m²) | | 3 440 m² |
| | Autres surfaces végétalisées (toitures, façades, autre(s), en m²) | | / |
| | Autres surfaces non imperméabilisées : m² et matériaux / procédés utilisés | | / |
| Energies renouvelables *(cf. b du 4° de l'article R. 752-6)* | Panneaux photovoltaïques : m² et localisation | | 1 000 m² en toiture |
| | Eoliennes (nombre et localisation) | | 0 |

[1] Rayer la mention inutile.

[2] Rayer la mention inutile et compléter avec le numéro et la date de l'avis ou de la décision.

| | | |
|---|---|---|
| | Autres procédés (m² / nombre et localisation)<br>et observations éventuelles : | / |
| Autres éléments intrinsèques ou connexes au projet mentionnés expressément par la commission dans son avis ou sa décision | | |

## POUR LES MAGASINS ET ENSEMBLES COMMERCIAUX

(*a* à *c* du 1° de l'article R.752-44 du code de commerce)

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Surface de vente *(cf. a, b, d ou e du 1° du I de l'article R. 752-6)*<br>*Et*<br>*Secteurs d'activité (cf. a, b, d et e du 1° du I de l'article R.752-6)* | Avant projet | Surface de vente (SV) totale | | 0 | | | | |
| | | Magasins de SV ≥300 m² | Nombre | 0 | | | | |
| | | | SV/magasin[3] | | | | | |
| | | | Secteur (1 ou 2) | | | | | |
| | Après projet | Surface de vente (SV) totale | | 1 420 m² | | | | |
| | | Magasins de SV ≥300 m² | Nombre | 1 | | | | |
| | | | SV/magasin[4] | | | | | |
| | | | Secteur (1 ou 2) | 1 | | | | |
| Capacité de stationnement *(cf. g du 1° du I de l'article R.752-6)* | Avant projet | Nombre de places | Total | | | | | |
| | | | Electriques/hybrides | | | | | |
| | | | Co-voiturage | | | | | |
| | | | Auto-partage | | | | | |
| | | | Perméables | | | | | |
| | Après projet | Nombre de places | Total | 130 | | | | |
| | | | Electriques/hybrides | 18 | | | | |

[3] Si plus de 5 magasins d'une surface de vente (SV) ≥ 300 m², ne pas renseigner cette ligne mais renvoyer à une feuille libre annexée au tableau sur laquelle sont :
- rappelés la commission (CDAC n° département/CNAC), le n° et la date de l'avis ou de la décision ;
- listés, chacun avec sa SV, tous les magasins d'une surface de vente ≥ 300 m² sous la mention « détail des *XX* magasins d'une SV ≥ 300 m² ».

[4] Cf. (2)

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Co-voiturage | | |
| | | | Auto-partage | | |
| | | | Perméables | 124 | |

## POUR LES POINTS PERMANENTS DE RETRAIT (« DRIVE »)

(2° de l'article R.752-44 du code de commerce)

| | | |
|---|---|---|
| Nombre de pistes de ravitaillement | Avant projet | 5 |
| | Après projet | 8 |
| Emprise au sol affectée au retrait des marchandises (en m²) | Avant projet | 165 m² |
| | Après projet | 327 m² |

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille**
**Centre pénitentiaire Lille-Loos-Sequedin**

DLS 391 - 2022

**A Sequedin**

**Le 01 août 2022**

**Arrêté portant délégation de signature**

Vu le code pénitentiaire notamment ses articles R. 113-66 et R. 234-1 ;

Vu *l'article 30 du décret no 2005-1755 du 30 décembre 2005* ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 05/08/2021 nommant Monsieur Thierry GUILBERT en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Lille-Loos-Sequedin.

Monsieur Thierry GUILBERT, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Lille-Loos-Sequedin

**ARRETE :**

**Article 1er** : Délégation permanente de signature est donnée à :

- Monsieur **Mathieu DANGOISSE**, directeur adjoint au centre pénitentiaire de Lille-Loos-Sequedin (CPLLS)

aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2** : Délégation permanente de signature est donnée à :

- Monsieur **Charlie RAYNAUD**, directeur de détention (CPLLS)
- Madame **Anne-Sophie GAMBA**, directrice de détention (CPLLS)
- Madame **Odile RAJAOARISOA**, directrice QEPEC (CPLLS)
- Madame **Margaux DERAEDT**, DPIP adjointe QEPEC (CPLLS)
- Monsieur **Christophe VERGOTTE**, attaché d'Administration (CPLLS)
- Madame **Gaëlle LE DUIGOU**, attachée d'Administration (CPLLS)
- Monsieur **Jérôme FREYTEL**, CSP (CPLLS)
- Madame **Sylvie T'JOEN**, CSP (CPLLS)
- Madame **Magaly SELLIEZ**, CSP (CPLLS)
- Monsieur **Mostafa BOULAND**, CSP (CPLLS)

- Monsieur **Bruno BUTSTRAEN**, CSP (CPLLS)

aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3** : Délégation permanente de signature est donnée à :

- Monsieur **Gilles BERNARD**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Nordine BOUSOUAR**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Florian CAVITTE**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Florian COMPARON**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Théo CORREIA**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Laurent DELANGUE**, officier (CPLLS)
- Madame **Victoire DIMPRE**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Etienne DOBREMETZ**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Jeoffrey DUPRIEZ**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Sylvain DUTHOIS**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Marc FONFREGE**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Abdou KROUCHI**, officier (CPLLS) (*uniquement samedis, dimanches et jours fériés*)
- Monsieur **David LEBREUX**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Alexandre LEFEBVRE**, officier (CPLLS)
- Madame **Mélanie LEVECQUE**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Charles MAES**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Patrick MAISNIL**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Tony MALARME**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Banthiarou MENDY**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Pascal RINGOT**, officier (CPLLS)
- Monsieur **Sébastien VANROYEN**, officier (CPLLS)

aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4** : Délégation permanente de signature est donnée aux premiers surveillants du CPLLS :

- Madame **Christine ALLAIRE**, 1ère surveillante
- Monsieur **Joël BAROUX**, 1er surveillant
- Monsieur **Sébastien BOURDON**, 1er surveillant
- Monsieur **Marc CHAMBRIN**, 1er surveillant
- Monsieur **Olivier CLERCQ**, 1er surveillant
- Monsieur **Sébastien DEMAZURE**, 1er surveillant
- Madame **Stéphanie DUBURQUE – FEHRING**, 1ère surveillante

- Monsieur **FAUVERGUE Nicolas**, 1r surveillant
- Monsieur **FICOT Cédric**, 1er surveillant
- Monsieur **Arnaud GANDOLA,** 1er surveillant
- Monsieur **Jérémy GOUBELY**, 1er surveillant
- Monsieur **Eric HENIN,** 1er surveillant
- Madame **Sabine HOUDET**, 1ère surveillante
- Monsieur **Amar KADOUM,** 1er surveillant
- Monsieur **Mickael KWATEROWSKI**, 1er surveillant
- Monsieur **Mustapha LALOUI**, 1er surveillant
- Madame **Kristelle LASKOWSKI**, 1ère surveillante
- Madame **Mélanie LOMBART**, 1ère surveillante
- Monsieur **Maurad MAENHAUT,** 1er surveillant
- Monsieur **Julien MARTIN**, 1er surveillant
- Madame **Aurore MILLESCAMPS**, 1ère surveillante
- Madame **Céline MOMERENCY**, 1ère surveillante
- Monsieur **Frédéric PAMAR**, 1er surveillant
- Monsieur **Giuseppe PARELLO**, 1er surveillant
- Monsieur **Rachid RAHHALI**, 1er surveillant
- Monsieur **Vianney RAMBAUT**, 1er surveillant
- Monsieur **José David VALENTE**, 1er surveillant
- Monsieur **Jean-Christophe VALLART**, 1er surveillant
- Madame **Fabienne VALLART**, 1ère surveillante
- Monsieur **Cédric VANDEVILLE**, 1er surveillant

aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement,
Thierry GUILBERT

**Diffusion**

- Intéressés
- DISP Lille
- Pour publication au recueil départemental des actes administratifs (Préfecture de Lille)

**Décisions du chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire (R. 113-66 ; R. 234-1) et d'autres textes**

## I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire

**Délégataires possibles :**

**1 : adjoint au chef d'établissement**
**2 : « fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A » (directeurs des services pénitentiaires/attachés d'administration/chefs de service pénitentiaire)**
**3 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)**
**4 : majors et 1ers surveillants**

| Décisions concernées | Articles | 1 | 2 | 3 | 4 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Visites de l'établissement** | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 113-66 + D. 222-2 | X | X | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R. 132-1 | X | X | | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R. 132-2 | X | X | | |
| **Vie en détention et PEP** | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R. 112-22 + R. 112-23 | X | X | X | X |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine | L. 211-5 | X | X | X | |
| Définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés | L. 211-4 + D. 211-36 | X | X | X | |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | D.211-34 | X | X | | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU) | R. 113-66 | X | X | X | X |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | D. 213-1 | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue | D. 213-2 | X | X | X | X |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'unité sanitaire | D. 115-5 | X | X | X | X |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | R. 332-44 | X | X | | |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | R. 314-1 | X | X | X | |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 322-35 | X | X | | |
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 216-5 | X | X | X | |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 216-6 | X | X | X | |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 211-2 | X | X | X | |
| **Mesures de contrôle et de sécurité** | | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 215-5 | X | X | X | |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 215-17 | X | X | X | |
| Autoriser l'utilisation des armes dans les locaux de détention pour une intervention précisément définie<br><br>Décider d'armer de générateurs d'aérosols incapacitants de catégorie D b) les membres du personnel de direction, du corps des chefs de services pénitentiaires et du corps de commandement, les majors ou premiers surveillants | R. 227-6 | X | X | X | |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 221-2 | X | X | X | |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion | R. 113-66 + R. 221-4 | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | R. 113-66 + R. 332-44 | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | R. 332-35 | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | R. 113-66<br>R. 322-11 | X | X | X | X |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | R. 332-41 | X | X | | |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | R. 414-7 | X | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 113-66<br>R. 225-1 | X | X | X | X |
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | R. 225-4 | X | X | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte | R. 113-66 | X | X | X | X |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | R. 226-1 | | | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | R. 113-66<br>R. 226-1 | X | X | X | X |
| **Discipline** | **R. 234-1**<br>+ | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 234-8 | X | X | X | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire | R. 234-19 | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus | R. 234-23 | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 234-14 | X | X | X | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 234-26 | X | X | X | |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline | R. 234-6 | X | X | | |
| Présider la commission de discipline | R. 234-2 | X | X | | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 234-3 | X | X | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 234-32 à R. 234-40 | X | X | | |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 234-41 | X | X | | |
| **Isolement** | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 213-22 | X | X | | |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 213-23<br>R. 213-27<br>R. 213-31 | X | X | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 213-21 | X | X | | |
| Lever la mesure d'isolement | R. 213-29<br>R. 213-33 | X | X | | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 213-21<br>R. 213-27 | X | X | | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 213-24<br>R. 213-25<br>R. 213-27 | X | X | | |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 213-21 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 213-18 | X | X | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 213-18 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | R. 213-20 | X | X | | |
| **Quartier spécifique UDV** | | | | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 224-5 | X | X | X | |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en UDV | R. 224-3 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue placée en UDV à participer à une activité collective au sein de l'UDV | R. 224-4 | X | X | X | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en UDV chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent | R. 224-4 | X | X | X | |
| **Quartier spécifique QPR** | | | | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 224-19 | X | X | X | |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en QPR | R. 224-16 | X | X | X | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en QPR chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent | R. 224-17 | X | X | X | |
| **Gestion du patrimoine des personnes détenues** | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | R. 322-12 | X | X | | |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | R. 332-38 | X | X | | |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | R. 332-28 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | R. 332-3 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | R. 332-3 | X | X | | |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | R. 332-3 | X | X | | |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 424-4 | X | X | | |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 424-3 | X | X | | |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 332-17 | X | X | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332-18 | X | X | | |
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-19 | X | X | | |
| **Achats** | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | R. 370-4 | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | R. 332-41 | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine<br>Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | R. 332-33 | X | X | X | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D. 332-34 | X | X | | |
| **Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire** | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | R. 341-17 | X | X | X | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 341-20 | X | X | | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | R. 313-6 | X | X | X | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | R. 313-8 | X | X | | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | D. 115-17 | X | X | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | D. 115-18 | X | X | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 115-19 | X | X | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 115-20 | X | X | | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les détenus | D. 414-4 | X | X | | |
| **Organisation de l'assistance spirituelle** | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R. 352-7 | X | X | | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 352-8 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | R. 352-9 | X | X | | |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 352-5 | X | X | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Visites, correspondance, téléphone** | | | | | |
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 313-14 | R. 313-14 | X | X | X | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | R. 341-5 | X | X | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 341-3 | X | X | X | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 235-11<br>R. 341-13 | X | X | | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | R. 341-15<br>R. 341-16 | X | X | X | |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 345-5 | X | X | X | |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée | R. 345-14 | X | X | | |
| Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue | L. 6<br>+ R. 345-14<br>*(pour les condamnés)* | | | | |
| **Entrée et sortie d'objets** | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | R. 370-2 | X | X | | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | R. 332-42 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | R. 332-43 | X | X | X | |
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 221-5 | X | X | | |
| **Activités, enseignement consultations, vote** | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | R. 413-6 | X | X | X | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | R. 413-2 | X | X | | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 413-4 | X | X | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 411-6 | X | X | X | |
| Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R. 1 à R. 25 et R. 81 à R. 85 du code électoral. | R. 361-3 | X | X | X | X |
| **Administratif** | | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 214-25 | X | X | | |
| **Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles** | | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | L. 632-1 + D. 632-5 | X | X | | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | L. 214-6 | X | X | X | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | L. 424-5 + D. 424-22 | X | X | X | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | D. 424-24 | X | X | X | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 424-6 | X | X | X | |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 214-21 | X | X | X | |
| **Gestion des greffes** | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d' écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | L. 212-7 L. 512-3 | X | X | X | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | L. 212-8 L. 512-4 | X | X | X | X |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Régie des comptes nominatifs** | | | | | |
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 332-26 | X | X | X | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 332-28 | X | X | X | |
| **Ressources humaines** | | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 221-6 | X | X | X | |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 115-7 | X | X | X | |
| **GENESIS** | | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 240-5 | X | X | X | |

# Arrêté portant délégation de signature en matière disciplinaire (1er surveillant et major)

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de LILLE**
**Centre pénitentiaire de Lille-Loos-Sequedin**

DLS 392 - 2022

**A Sequedin**

**Le 01 août 2022**

**Arrêté portant délégation de signature**

Vu le code pénitentiaire, notamment ses articles R. 234-1 et R. 234-19 ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 05/08/2021 nommant Monsieur Thierry GUILBERT en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Lille-Loos-Sequedin.

Monsieur Thierry GUILBERT, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Lille-Loos-Sequedin

**ARRETE :**

**Article 1er** : Délégation permanente de signature est donnée aux premiers surveillants et majors du CPLLS :

- Madame **Christine ALLAIRE**, 1ère surveillante
- Monsieur **Joël BAROUX**, 1er surveillant
- Monsieur **Sébastien BOURDON**, 1er surveillant
- Monsieur **Marc CHAMBRIN**, 1er surveillant
- Monsieur **Olivier CLERCQ**, 1er surveillant
- Monsieur **Sébastien DEMAZURE**, 1er surveillant
- Madame **Stéphanie DUBURQUE – FEHRING**, 1ère surveillante
- Monsieur **Nicolas FAUVERGUE**, 1er surveillant
- Monsieur **Cédric FICOT**, 1er surveillant
- Monsieur **Arnaud GANDOLA**, 1er surveillant
- Monsieur **Jérémy GOUBELY**, 1er surveillant
- Monsieur **Eric HENIN**, 1er surveillant
- Madame **Sabine HOUDET**, 1ère surveillante
- Monsieur **Amar KADOUM**, 1er surveillant
- Monsieur **Mickael KWATEROWSKI**, 1er surveillant
- Monsieur **Mustapha LALOUI**, 1er surveillant
- Madame **Kristelle LASKOWSKI**, 1ère surveillante
- Madame **Mélanie LOMBART**, 1ère surveillante
- Monsieur **Maurad MAENHAUT**, 1er surveillant
- Monsieur **Julien MARTIN**, 1er surveillant
- Madame **Aurore MILLESCAMPS**, 1ère surveillante
- Madame **Céline MOMERENCY**, 1ère surveillante
- Monsieur **Frédéric PAMAR**, 1er surveillant
- Monsieur **Giuseppe PARELLO**, 1er surveillant
- Monsieur **Rachid RAHHALI**, 1er surveillant
- Monsieur **Vianney RAMBAUT**, 1er surveillant
- Monsieur **José David VALENTE**, 1er surveillant
- Monsieur **Jean-Christophe VALLART**, 1er surveillant
- Madame **Fabienne VALLART**, 1ère surveillante
- Monsieur **Cédric VANDEVILLE**, 1er surveillant

à l'effet de signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions suivantes :

- décider de placer les personnes détenues, à titre préventif, en confinement en cellule individuelle ordinaire ou en cellule disciplinaire ;
- suspendre, à titre préventif, l'exercice de l'activité professionnelle d'une personne détenue ;

**Article 2** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement,

Thierry GUILBERT